

Floran Vadillo *

*Doctorant en science politique (Université de Bordeaux, Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux) ur les écrans de télévision, une image se dessine, le haut d'un visage apparaît et, après une valse-hésitation, une clameur retentit : François Mitterrand vient d'être élu Président de la République. En ce soir du 10 mai 1981, le candidat malheureux en 1965 et 1974 accède à la magistrature suprême et inaugure une nouvelle phase de la vie politique française : l'alternance.

Étrange vocable que celui-ci, tant il recèle d'imprécisions, d'appréhensions et d'espoirs selon qu'on appartienne à un camp ou à un autre. Quelle attitude les socialistes, écartés du pouvoir depuis 1958, vont-ils adopter à l'égard d'institutions (politiques et administratives) tant de fois décriées ? L'« État UNR » (expression inventée par Jean-Jacques Servan-Schreiber) et l'« État Giscard » céderont-ils la place à un « État PS » ? Dans quelles conditions les vainqueurs vont-ils s'emparer du pouvoir ? Ces questions, et bien d'autres, se bousculent dans l'esprit de nombreux Français le soir de l'élection et, aujourd'hui encore, justifient un exercice commémoratif.







DE LA PLACE DE LA BASTILLE À L'ÉLYSÉE

Le soir du 10 mai 1981, une foule en liesse célèbre, place de la Bastille à Paris, la victoire de François Mitterrand et ni l'orage ni la pluie ne diminuent sa ferveur. L'alternance débute par une fête.



Mais les célébrations cèdent le pas aux interrogations de la matinée du 11 mai¹ : si la continuité républicaine s'impose, elle n'empêche aucunement un « interrègne » auquel travaille l'équipe de campagne de l'ancien candidat.

En effet, les membres de cette dernière s'installent dans un appartement mis à leur disposition par la FEN², au numéro 6 de la rue de Solférino. Pierre Bérégovoy dirige alors cette équipe à laquelle, répondant à un journaliste, il donne spontanément le nom d'« antenne présidentielle »³, « un peu à l'imitation de ce qui se faisait aux États-Unis »⁴.

Dans un joyeux désordre⁵, s'établissent les liens avec les grandes administrations (Quai d'Orsay, Finances, etc.), sont reçus les visiteurs étrangers, les journalistes mais également les personnes venues proposer leurs services aux vainqueurs⁶. En revanche, selon le désir de François Mitterrand, l'antenne n'a pas vocation à prendre des décisions, à gouverner, avant la passation de pouvoir dont la date fait l'objet de négociations, conduites par André Rousselet, avec l'équipe giscardienne⁷.

Rue de Solférino sont notamment présents Jacques Fournier, Nicole Questiaux, Nathalie Duhamel, Michel Vauzelle, Jean Glavany, Hubert Védrine, Alain Boublil, Jacques Attali et Jean-Claude Colliard (de loin en loin pour ce dernier), autant de noms (à l'exception de Nicole Questiaux, nommée ministre) qui viendront peupler l'Élysée sous la houlette de Pierre Bérégovoy devenu Secrétaire général de la

^{1.} Témoignage de Jean-Claude Colliard lors de la table ronde organisée le 9 mars 2011 par la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut François Mitterrand.

^{2.} Fédération de l'Education nationale, syndicat proche du Parti socialiste, aujourd'hui intégrée au sein de l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes).

^{3.} Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand I, Les ruptures* (1981-1984), Paris, Le Seuil, 1990, p.47.

^{4.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{5.} Pierre Favier et Michel Martin-Roland, op. cit., p.47 ; les journalistes évoquent même une certaine improvisation.

^{6.} In Michel Schiffres et Michel Sarazin, L'Élysée de Mitterrand : secrets de la maison du Prince, Paris, Éditions Alain Moreau, 1985, p.14-15, et témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{7.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard, confirmé par Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *op. cit.*. Cette position soulève d'importants problèmes alors que le franc est victime de spéculations et que de nombreux capitaux quittent le pays, Raymond Barre refusant d'endosser une quelconque décision en la matière (épisode évoqué par Jean-Claude Colliard [témoignage précité], Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *ibid.*, p.49, ainsi que Raymond Barre et Jean Bothorel, *in L'expérience du pouvoir*, Paris, Fayard, 2007, p.193-4).



présidence de la République. Le fait conduit certains observateurs à considérer que l'antenne présidentielle incarne la première ossature de l'Élysée⁸. Ce serait pourtant oublier le mode de constitution de l'entourage de François Mitterrand, Président de la République, et le flou que l'intéressé entretient à ce sujet : à titre d'exemple, Jacques Attali était également en lice pour le poste de Secrétaire général⁹. Dans le même esprit, au gré de ses rencontres, François Mitterrand sollicite personnellement certains individus, parfois surpris, comme en témoigne celui qui allait devenir son directeur-adjoint de cabinet (puis directeur), Jean-Claude Colliard : « je ne pensais pas un seul instant l'accompagner à l'Élysée [...] ; peu d'entre nous s'étaient préparés à ce qui serait un changement de vie personnelle » ¹⁰.

A l'issue des négociations avec l'équipe sortante, la passation de pouvoir a lieu le 21 mai. Dans l'intervalle, Pierre Bérégovoy et Jacques Wahl se rencontrent 11 et, le 18 mai, Jean-Claude Colliard est chargé de visiter le palais de la rue du Faubourg Saint-Honoré pour ébaucher la future répartition des bureaux. L'homme décrit un « univers un peu fantomatique [, un] palais absolument désert où tout avait été nettoyé [;] il y avait des secrétaires tétanisées. On leur avait manifestement indiqué qu'une horde de barbares allait déferler sur la maison et que leur vie, à tout le moins leur vertu, était fort menacée » 12.

La démission d'Alain de Boissieu, Grand chancelier de la Légion d'honneur et gendre du général De Gaulle, qui refusait de remettre le collier de Grand maître au nouveau Président, ne grèvera pas une transition jugée « paisible » par Jacques Wahl¹³.

^{8.} In Pierre Favier et Michel Martin-Roland, op. cit., p.62.

^{9.} Cf. le témoignage précité de Jean-Claude Colliard évoquant l'antenne présidentielle : « ce devait être la préfiguration du futur Secrétariat général de l'Élysée bien que, à l'époque, il paraissait vraisemblable que le poste revienne à Jacques Attali qui consultait et recevait beaucoup de hauts fonctionnaires pour se tenir informé de la situation, notamment des évolutions économiques ».

^{10.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard ; et l'homme d'ajouter : « je crois que nous n'étions pas parfaitement prêts et pas assurés d'arriver à gagner, même si les derniers sondages étaient excellents ; il ne faut pas oublier qu'il y a eu des désillusions importantes en 1974 et en 1978 ».

^{11.} In Pierre Favier et Michel Martin-Roland, op. cit., p.46. Jacques Wahl était le Secrétaire général de l'Élysée de Valéry Giscard d'Estaing entre 1978 et 1981.

^{12.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{13.} Cité in Pierre Favier et Michel Martin-Roland, op. cit., p.55. Il est à noter que Valéry Giscard d'Estaing livrera une description très personnelle de la passation de pouvoir in Le pouvoir et la vie, tome 1 : la rencontre, Paris, Compagnie 12, 1988, p.404.



Le même jour, Pierre Mauroy est nommé Premier ministre ; le nouveau chef de l'État se rend à la mairie de Paris puis au Panthéon pour inscrire son élection dans l'Histoire.

Le 22 mai, après les consultations d'usage, François Mitterrand dissout l'Assemblée nationale et structure ses équipes élyséennes ; car, selon le témoignage de Jean-Claude Colliard : « le 22 mai au matin, il n'y a plus d'« antenne » et les circuits administratifs retrouvent leur normalité » ¹⁴.

L'ORGANISATION DE L'ENTOURAGE PRÉSIDENTIEL

Le Journal Officiel de la République française du 22 mai 1981 entérine la nomination de Pierre Bérégovoy en qualité de Secrétaire général de la présidence de la République. Précédemment, Jacques Attali, André Rousselet, Pierre Bérégovoy et Jean-Claude Colliard avaient été chargés de réfléchir à l'organisation de la présidence 15. Ce dernier analyse l'Élysée mitterrandien : « son sentiment était qu'il fallait calquer la structure de l'Élysée sur celle de De Gaulle et Pompidou, et oublier ce qui s'était fait sous Giscard. D'où la résurrection de la distinction cabinet/secrétariat général qui avait disparu et qui permettait, finalement, de régler un problème d'homme, c'est-à-dire d'assurer une place éminente à André Rousselet » 16. De son côté, Jacques Attali est nommé « conseiller spécial », titre inédit en France, sans doute décerné pour le consoler de n'occuper la charge de Pierre Bérégovoy 17.

^{14.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{15.} In Michel Schiffres et Michel Sarazin, L'Élysée de Mitterrand : secrets de la maison du Prince, Paris, Éditions Alain Moreau, 1985, p.20.

^{16.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard, corroboré par André Rousselet, lequel confesse avoir insisté pour que soit recréée la fonction de Directeur du cabinet (cité *in* Laure Adler, *L'année des adieux*, Paris, Flammarion, 1995, p.44). Georges Pompidou avait supprimé la direction du cabinet en 1969 avant de la rétablir en 1973. Valéry Giscard d'Estaing, de son côté, n'avait pas souhaité nommer un directeur de cabinet.

^{17.} A ce sujet, Jean-Claude Colliard analyse : « je crois que François Mitterrand se méfiait du côté un peu « techno » de Jacques Attali. Mais il fallait tout de même l'intégrer à l'équipe, d'où l'idée de créer une cellule prospective qui, débarrassée des contingences de l'immédiat, serait chargée de réfléchir à l'avenir, aux grands projets du septennat, etc., avec la possibilité de recruter quelques collaborateurs personnellement alors que Mitterrand avait choisi d'assez près les collaborateurs de l'équipe principale » (témoignage précité).



Si l'on étudie la composition de l'entourage présidentiel, on remarque la présence de nombreux fidèles historiques, mais également de différents représentants de courants politiques du Parti socialiste (« pour montrer qu'il n'y avait pas d'ostracisme » 18) et du syndicalisme (François Chéramy de la Fédération de l'éducation nationale et Jeannette Laot de la CFDT 19). D'une manière générale, les nouveaux conseillers présidentiels se caractérisent par leur militantisme politique au point que Samy Cohen écrit qu'il s'agit de « l'équipe la plus fortement « politique » qu'ait connue la V^e République » 20 .

Jean-Claude Colliard, observateur privilégié, commente : « je crois qu'il y avait une double recherche à la fois de fidélité politique et de compétence »²¹. De fait, la présence de représentants de la haute fonction publique diminue fortement en comparaison avec les présidences précédentes, tandis que s'accroît la part du monde politique et économique²².

On retrouve pour l'Élysée les constats que l'on dressera ultérieurement concernant les entourages ministériels : l'alternance de mai 1981 marque l'avènement d'une République militante ; si la part réservée à la haute fonction publique décroît fortement dans un premier temps (consacrant la « fin du modèle administratif hérité de la période gaullienne »), elle se rétablit à un haut niveau par la suite. Mais si l'on établit une comparaison sur le temps long, on s'aperçoit que l'alternance de 1981 ne constitue pas une rupture en soi ; au contraire, elle initie une nouvelle ère, celle de l'« institutionnalisation de l'administration politique »²³.

^{18.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard ; et de désigner Christian Sautter ou François-Xavier Stasse comme représentants des courants non mitterrandiens.

^{19.} Confédération française démocratique du travail.

^{20.} In Samy Cohen, « Les hommes de l'Élysée », Pouvoirs, 1981, n°20, p.90.

^{21.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{22.} Pour de plus amples détails, se reporter à l'excellente analyse de Luc Rouban, « Les entourages de l'Élysée et de Matignon : 1974-1997 », *Revue administrative*, mars-avril 1998, n° 302, p.317-324, mai-juin 1998, n° 303, p.420-426 et juillet-août 1998, n° 304, p.530-537.

^{23.} In Luc Rouban, « Les entourages de l'Élysée et de Matignon : 1974-1997 », Revue administrative, juillet-août 1998, n° 304, p.537 pour les deux citations.



LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ET LA « PRISE » DES MINISTÈRES

Dans l'attente des élections législatives qui octroieront la majorité absolue à la gauche le 21 juin 1981²⁴, Pierre Mauroy a composé son premier gouvernement dès le 22 mai ; gouvernement que d'aucuns qualifieraient d'équipe de campagne²⁵ tant les différents courants du Parti socialiste sont représentés, gratifiés au moyen de ministères d'État, et alternent avec les compagnons de route du nouveau Président²⁶, lequel a indiscutablement imprimé sa marque.

Peu de ministres jouissent d'une expérience ministérielle (MM. Alain Savary, Gaston Defferre, Maurice Faure et Michel Jobert) ou d'une expérience en cabinet (MM. Jacques Delors, Claude Cheysson, André Chandernagor), mais tous présentent des profils nettement plus politisés qu'auparavant. Il convient de noter également que la part des enseignants s'accroît considérablement.

Naturellement, chaque ministre compose son cabinet, généralement opérationnel à la fin mai. Sur ce point, François Scheer, directeur de cabinet du nouveau ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson, livre un témoignage précieux. Appelé par son futur ministre le 21 mai, il quitte son poste luxembourgeois pour regagner Paris : depuis une chambre d'hôtel, « nous préparons notre installation au Quai d'Orsay avec quelques dossiers seulement »²⁷ et au gré des allers retours de Claude Cheysson à l'Élysée. Les deux hommes réfléchissent à l'organisation du ministère. « Le lendemain, nous « prenons » tous deux le Quai d'Orsay »²⁸ ; et l'homme de décrire une passation de pouvoir avec un ministre sortant « pétrifié » mais dont le directeur de cabinet joue parfaitement le jeu de l'alternance en communiquant l'intégralité des dossiers.

^{24.} Confession rétrospectivement étonnante de Jean-Claude Colliard : « Mitterrand n'était absolument pas sûr de gagner les élections législatives » (témoignage précité).

^{25.} In Florence Haegel, « Devenir ministre : l'apprentissage de la fonction ministérielle dans les deux premiers gouvernements de Pierre Mauroy », in Serge Berstein, Pierre Milza, Jean-Louis Bianco (dir.), François Mitterrand, les années du changement, 1981-1984, Paris, Perrin, 2001, p.60.

^{26.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{27.} Témoignage de François Scheer lors de la table ronde organisée le 9 mars 2011 par la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut François Mitterrand.

^{28.} Témoignage précité de François Scheer.



Claude Cheysson, à la différence de la plupart de ses nouveaux collègues, connaît parfaitement l'administration qu'il doit désormais diriger de sorte que les directeurs de son ministère paraissent plutôt sereins. La nomination de son directeur de cabinet, jouissant de dix-neuf années d'expérience au Quai, contribue indubitablement à la sérénité de la transition²⁹.

Car, si « la gauche était éloignée du pouvoir politique, elle ne l'était pas de l'administration d'État »³⁰ et tous les ministres se sont entourés de directeurs de cabinet expérimentés, à l'image de Maurice Grimaud à l'Intérieur ou de François Bernard à la Défense. Et dans la mesure où « il y avait beaucoup de ministres qui ne tenaient pas tout à fait la route [l'Élysée veillait à ce] qu'ils soient épaulés par un cabinet compétent »³¹.

Concernant le cabinet du ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson laisse toute liberté à son directeur pour le constituer³². François Scheer, à l'instar de ses collègues, se fixe alors pour ligne de conduite de ne conserver aucun membre du cabinet précédent, car il s'agit de mettre en place une équipe de collaborateurs personnels du ministre, compétents, mais « avec une certaine sensibilité politique » ³³.

La littérature scientifique des années 1980-1990, structurée autour d'un questionnement sur les élites, a scruté les caractéristiques de ces entourages ministériels : s'il s'agit principalement d'hommes neufs³⁴, il serait malaisé d'avancer un bouleversement dans la composition sociale des sommets de l'État³⁵.

^{29. «} Le fait d'avoir choisi un directeur de cabinet qui ne soit pas un gamin et qui connaissait tous les directeurs du ministère a permis une transition sans heurt », témoignage précité de François Scheer.

^{30.} Témoignage précité de François Scheer.

^{31.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{32.} Témoignage précité de François Scheer.

^{33.} Témoignage précité de François Scheer ; l'homme reconnaît que les choses ont désormais changé, certains membres de cabinet servant des ministres d'orientation politique différente ; il analyse cependant son attitude de l'époque : « tenir cette ligne en 1981 était indispensable » puisqu'il s'agissait de la première alternance. Par ailleurs, Jean-Claude Colliard et Fançois Scheer évoquent avec amusement le jeu des solidarités (énarchiques notamment), les échanges de conseillers entre ministres, les recommandations, les dénonciations et règlements de compte que suscite la composition des cabinets : « on recevait effectivement des lettres de militants qui s'estimaient frustrés et trahis et qui, au passage, faisaient savoir ou laissaient entendre qu'ils étaient plus indiqués pour le poste occupé par un autre » (témoignage précité de Jean-Claude Colliard).

^{34.} In Monique Dagnaud et Dominique Mehl, L'élite rose, Paris, Ramsay, 1988, p.10.

^{35.} Ibid., p.11.



En effet, les élites et la haute fonction publique en général demeurent aux postes de décisions (les grands corps connaissent toutefois un léger recul³⁶) en même temps qu'apparaissent des profils non typiques (professeurs, écrivains et journalistes, permanents politiques³⁷) qui renforcent le militantisme des entourages³⁸. Aucun bouleversement radical n'est à signaler³⁹: une clientèle en remplace une autre.

Un appareil d'État qui joue l'alternance sans dommages

A l'opposé de cette recherche simultanée de compétence et de loyauté dans la composition des cabinets ministériels, et à rebours des craintes des fonctionnaires⁴⁰, l'administration centrale ne subira ni chasse aux sorcières ni purges massives, mais une politisation de fait. Le système des dépouilles états-unien (le *spoil system*) n'aura pas droit de cité en 1981⁴¹.

Certes, préfets⁴², recteurs⁴³ et diplomates⁴⁴ seront, à court, moyen ou long terme, mutés ; mais à l'inverse de 1944, 1986 ou 1993 pour le corps préfectoral, on n'assis-

^{36.} Ibid., p.12.

^{37.} *Ibid.*, p.12. Les deux chercheurs nuancent : « contrairement à une image répandue, la gauche n'a pas instauré la République des professeurs ; elle a puisé ses troupes de décideurs aux mêmes sources que la droite » (p.20).

^{38.} Ibid., p.16.

^{39.} *Ibid.*, p.18.

^{40.} Notamment à la suite du congrès de Valence d'octobre 1981 où Paul Quilès, prônant la modération en matière de changement de personnel, gagna la réputation abusive de « coupeur de têtes » : « pas de chasse aux sorcières, je ne veux pas de l'élimination systématique d'hommes et de femmes en raison de leurs opinions ; [mais] la naïveté serait de laisser en place des gens déterminés à saboter la politique voulue par les Français [...], il en va de la réussite de notre politique! ».

^{41.} In Monique Dagnaud et Dominique Mehl, op. cit., p.18 ; confirmé par Pierre Birnbaum (dir.), Les Élites socialistes au pouvoir : les dirigeants socialistes face à l'État. 1981-1985, Paris, PUF, 1985, p.311.

^{42.} Jean-Claude Colliard se souvient : « les préfets eux-mêmes ont fait savoir qu'ils étaient prêts à servir le nouveau pouvoir mais qu'il était impératif de les changer de départements car ils ne pouvaient pas expliquer, le lendemain, la politique contraire à celle qu'ils défendaient la veille. De fait, a été opéré un vaste mouvement préfectoral dans un esprit de consensus. Très rares furent les préfets qui refusèrent de servir » (témoignage précité).

^{43. «} Pour les recteurs, c'est un peu plus compliqué dans la mesure où le PS est très pénétré par les milieux enseignants de l'Education nationale » explique Jean-Claude Colliard (témoignage précité).

^{44. «} Il y a eu très peu de changements dans les ambassades au cours de l'année 1981. A la fin de l'année, est intervenu un mouvement d'ambassadeurs tout à fait normal, un certain nombre de chefs de poste étant parvenus au terme de leur mission », analyse François Scheer (témoignage précité). Au sein de l'administration centrale du Quai, les changements ont été tout aussi limités.



tera pas à des mouvements massifs d'entrée et de sortie⁴⁵. Indubitablement, certains fidèles sont récompensés par des postes, mais le mouvement est limité, la gauche au pouvoir préférant ouvrir les conditions de recrutement du tour extérieur et des concours externes.

En revanche, « l'endroit où il y a eu chasse aux sorcières – mais franchement elle était inévitable – c'était la communication et les télévisions. Il faut savoir que ces télévisions et ces radios avaient été constituées sur des bases exclusivement politiques » 46, explique Jean-Claude Colliard, alors chargé de ce secteur à la présidence de la République.

L'ancien directeur de cabinet du Président de la République justifie ainsi la légèreté des changements opérés par ailleurs : « finalement nous nous apercevons très vite que ce n'est pas si compliqué que cela et qu'il y a une administration parfaitement habituée à obéir »⁴⁷. En substance, la période d'apprentissage du pouvoir a été plus brève que prévue.

UN APPRENTISSAGE DU POUVOIR ?

Alors que les acteurs de l'époque confessent un sentiment de fragilité⁴⁸ et évoquent, pour certains, le « syndrome Allende » qui générait la peur de ne parvenir à inscrire l'expérience socialiste dans le temps, l'apprentissage du pouvoir dure moins de temps qu'il n'en faut à une rose pour se faner. L'euphorie des premiers jours qui habite les nouveaux occupants des lieux de pouvoir⁴⁹ se maintient, en dépit des angoisses et grâce à la parfaite discipline de l'administration évoquée précédemment.

^{45.} Se reporter au graphique présenté par Luc Rouban, in Les Préfets de la République : 1870-1997, Cahiers du CEVIPOF, n° 26, Paris, CEVIPOF, janvier 2000, p.25.

^{46.} Témoignage précité.

^{47.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard, confirmé par François Scheer : « nous n'avons eu strictement aucune difficulté à continuer de faire tourner la machine du Quai d'Orsay » (témoignage précité).

^{48.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{49.} In Florence Haegel, op. cit., p.57-76, également évoqué in Pierre Favier et Michel Martin-Roland, op. cit.



Par ailleurs, le rôle de Marceau Long, Secrétaire général du gouvernement, mérite d'être salué tant il a incarné la continuité républicaine et a permis d'apporter une assistance technique aux ministres débutants⁵⁰.

A l'Élysée également, « chacun se met à prendre ses dossiers et à apprendre le métier »⁵¹, témoigne Jean-Claude Colliard ; l'homme poursuit avec humour : « au début, un préfet me paraissait un personnage un peu lointain et mystérieux. Après dix appels téléphoniques à des préfets me répondant « mes respects, Monsieur le directeur », j'ai eu l'impression que les rapports hiérarchiques changeaient un peu »⁵². Il s'agit de découvrir le téléphone interministériel, les codes de l'administration, les méthodes de travail... Mais de l'aveu des acteurs de l'époque, un mois suffit à cette peine.

En outre, l'on ne saurait qualifier le Président de la République de novice tant son expérience gouvernementale sous la IV^e République est importante ; ainsi rappellet-il à l'ordre certains membres du gouvernement lors du premier conseil des ministres du 27 mai et fixe-t-il des règles de conduite⁵³.

L'impulsion venant de la présidence de la République ne doit pas être sous-estimée car les collaborateurs œuvrent depuis le 10 mai, disposant, de fait, de plus de dix jours d'avance sur les équipes ministérielles⁵⁴. Par ailleurs, l'Élysée s'aperçoit rapidement que « Matignon ne coordonne pas de près l'activité brouillonne de certains ministères »⁵⁵ et que le cabinet du Premier ministre manque parfois de rigueur⁵⁶.

^{50.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard. Rôle majeur également évoqué par Florence Haegel, op. cit., p.57-76.

^{51.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{52.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{53.} Episode narré par Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *op. cit.* En outre, François Mitterrand jouit d'une haute idée de la fonction qu'il occupe et connaît une transformation quasi physique : « il est devenu impressionnant en vingt-quatre heures, du jour au lendemain », se souvient Jean-Claude Colliard (témoignage précité).

^{54.} Analyse de Thierry Pfister, in La vie quotidienne à Matignon au temps de l'union de la gauche, Paris, Gallimard, 1986, p.130-131.

^{55.} In René Rémond, Histoire de France, tome 6 : Le siècle dernier (1918-2002), Paris, Fayard, 2003, p.843. 56. In Laurent Fabius, Les blessures de la vérité, Paris, Flammarion, 1995, p. 77, confirmé par Jean-Claude Colliard (témoignage précité). Michèle Cotta, in Cahiers secrets de la Ve République, tome II, 1977-1986, Paris, Fayard, 2008, p.546, cite un propos d'André Rousselet qui souscrit à la même analyse.



Dès lors, le suivi de l'activité gouvernementale depuis la présidence se renforce⁵⁷.

En sus, « il ne faut pas oublier que Mitterrand ne raisonne pas en fonction de la hiérarchie formelle, mais en fonction d'une autre hiérarchie qui est celle de ses rapports personnels. Pour lui, certains de ses collaborateurs étaient à l'Elysée, et d'autres au gouvernement, au parti ou au Parlement. Il y avait donc des ministres qu'il fallait suivre parce qu'il les connaissait moins, tandis que d'autres traitaient directement avec lui parce qu'ils étaient des collaborateurs de toujours »⁵⁸. L'apprentissage du pouvoir correspond également à l'apprentissage de la « méthode Mitterrand » dans le cadre d'une V^e République présidentialiste que le nouveau chef de l'État n'entend pas métamorphoser.

Du 10 mai au 21 juin 1981 émergent les prémices d'une aventure historique exaltante, vécue comme telle par les acteurs⁵⁹. Pour la première fois depuis 1958, la France connaît une alternance politique. Loin de l'anarchie tant redoutée, loin de la guerre civile annoncée, la V^e République et les socialistes font montre de grandes capacités d'adaptation. Les hommes au pouvoir diffèrent certes quelque peu de leurs devanciers mais la rupture avec le système élitaire autrefois dénoncé ne se dessine pas ; l'administration, loyale, ne subit aucune purge. A l'Élysée, au gouvernement, dans les cabinets ministériels, des hommes et des femmes s'accoutument sans peine à leurs nouvelles fonctions, aux rouages de la machine étatique. Une nouvelle ère s'ouvre qui, en réalité, clôt la parenthèse gaulliste ; les socialistes renouent avec l'État. Comme le chante Barbara : « quelque chose a changé, l'air semble plus léger, c'est indéfinissable [...], un homme, une rose à la main, a ouvert le chemin, vers un autre demain »⁶⁰.

^{57.} In Eric Dupin, « Les équipes du Président à l'Elysée », in La France présidentielle, 1962-1992, communication présentée au colloque des 4, 5 et 6 décembre 1992 à la FNSP, p.12. Cette concentration des pouvoirs ira diminuant et, Laurent Fabius Premier ministre, le Président interdira à ses conseillers de s'ingérer dans la conduite des affaires gouvernementales (Jean-Claude Colliard, témoignage précité).

^{58.} Témoignage précité de Jean-Claude Colliard.

^{59.} Témoignages précités de Jean-Claude Colliard et de François Scheer.

^{60. «} Regarde », paroles et musique de Barbara, mai 1981.